



# ARRÊTÉ

## Arrêté portant permission de voirie et de réglementation temporaire de circulation

N° 2024-042-ST

**LE MAIRE** de la Commune de Magny-les-Hameaux ;

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

**VU** la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 Novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

**VU** le Code général des Collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-24, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2214-3 et L.2542-2 ;

**VU** le Code Pénal, notamment l'article R.610-5 ;

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.325-13, R.130-2, L.411-1, R.411-25, L.325-1 à L.325-3, R417-6, R417-10 et R.417-12 ;

**VU** le Code de la Sécurité Intérieure, notamment l'article L 511-1 ;

**VU** l'Arrêté Municipal 14-054-PM ;

**VU** la pétition, arrivée en Mairie le 16 janvier 2024 de l'entreprise **STPS**, sise Zone Industrielle Sud – CS 17171 77272 VILLEPARISIS ;

**CONSIDERANT** que l'entreprise **STPS**, sise Zone Industrielle Sud – CS 17171 77272 VILLEPARISIS doit réaliser des travaux de création d'une alimentation avec pose de câble HTA pour le Datacenter Téléhouse , chemin du Rhodon, rue de la Geneste, rond-point de Gomberville, route de Port Royal des Champs et chemin rural n°30, pour le compte d'ENEDIS, dans la période du **31 janvier au 30 juin 2024**.

**CONSIDERANT** que ces travaux nécessitent des restrictions de circulation et de stationnement, chemin du Rhodon, rue de la Geneste, rond-point de Gomberville, route de Port Royal des Champs et chemin rural n°30, afin de permettre le bon déroulement des travaux.

## ARRÊTONS

Les dispositions du présent arrêté s'appliqueront à compter de son affichage en mairie pour les dispositions générales et à compter de sa notification aux entreprises chargées des travaux pour les dispositions les concernant.

### I. RESTRICTION DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT:

**ARTICLE 1 :** L'entreprise **STPS** est autorisée à exécuter les travaux cités ci-dessus,

**ARTICLE 2 :** Les dispositions du présent arrêté sont applicables **31 janvier au 30 juin 2024**.

**ARTICLE 3 :** En cas d'intempéries ou d'autres aléas survenus au cours du chantier nécessitant une prolongation de la durée de celui-ci, la validité du présent arrêté sera prorogée d'autant.

**ARTICLE 4 :** En fonction des besoins du chantier, et suivant l'avancement des travaux dans les différentes voiries, les restrictions de circulation et de stationnement sont appliquées comme suit mais dans tous les cas l'entreprise devra laisser libre la circulation piétonne ou à défaut l'entreprise devra mettre en place une déviation :

**Cas 1 : TRAVAUX EMPIETANT SUR LA CHAUSSEE DANS UNE RUE A UNE VOIE DE CIRCULATION DANS CHAQUE SENS :**

L'entreprise est autorisée à neutraliser une voie de circulation pour permettre l'exécution de ses travaux. Elle devra mettre en place un alternat :

- Par feux de chantier tricolores si la portion de voie neutralisée est supérieure à 30 mètres.
- Par panneaux pour une portion de voie neutralisée inférieure à 30 mètres.

**Cas 2 : TRAVAUX EMPIETANT SUR LA CHAUSSEE DANS UNE RUE A DEUX VOIES DE CIRCULATION (OU PLUS) DANS CHAQUE SENS :**

L'entreprise est autorisée à neutraliser une voie de circulation pour permettre l'exécution de ses travaux. La circulation se fera sur la voie restant libre.

**Cas 3 : TRAVAUX EMPIETANT SUR LA CHAUSSEE DANS UNE RUE A SENS UNIQUE :**

Le stationnement sera interdit au droit du chantier et si la circulation ne peut- être maintenue, l'entreprise mettra en place les déviations nécessaires conformément aux instructions de la Mairie. Les accès riverains seront maintenus en permanence.

**Cas 4 : TRAVAUX EMPIETANT SUR LA CHAUSSEE AU DROIT D'UN GIRATOIRE :**

L'entreprise devra neutraliser une voie entière du giratoire (intérieure ou extérieure). Les accès et les sorties du giratoire seront maintenus en permanence.

**ARTICLE 5 :** Le stationnement des véhicules de toute nature est interdit dans l'emprise du chantier durant la durée des travaux.

**ARTICLE 6 :** Les véhicules gênants en infraction aux dispositions de l'article 5 sont mis en fourrière conformément aux dispositions du code de la route.

**II. DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX ENTREPRISES CHARGEES DES TRAVAUX:**

**ARTICLE 8 :** Pour la remise en état du site, l'entreprise devra utiliser les mêmes types de matériaux, dans les mêmes proportions et leur mise en œuvre devra être réalisée dans les règles de l'art.

**ARTICLE 9 :** L'entreprise sera tenue responsable de la propreté dans l'emprise et aux abords du chantier.

**ARTICLE 10 :** Aucun dépôt de matériels ni de matériaux n'est autorisé en dehors de l'emprise du chantier, sans une autorisation préalable du responsable de la Voirie.

**ARTICLE 11 :** L'arrêté devra être affiché sur le chantier au moins 7 jours avant le commencement des travaux et ce pendant toute la durée des travaux.

**ARTICLE 12 :** L'entreprise chargée des travaux, sera responsable de la mise en place et du maintien de la signalisation et des dispositifs de protection temporaire du chantier, de jour comme de nuit, pendant toute la durée des travaux. Elle sera également responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

**ARTICLE 13 :** Le non-respect des obligations entraînera la fermeture immédiate du chantier pour la durée de sa régularisation.

**ARTICLE 14 :** Les travaux et les restrictions de circulation pour le besoin du chantier s'appliquent entre 8h00 et 17h00.



**ARTICLE 15 :**

Monsieur le Maire de Magny-les-Hameaux, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Lieutenant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Responsable de la Police Municipale, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Centre des Sapeurs- Pompiers de Magny-les-Hameaux,
- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines,
- L'entreprise ENEDIS,
- L'entreprise STPS chargée des travaux,
- L'entreprise SEPUR,
- L'entreprise SAVAC,
- L'entreprise SQYBUS.



Fait à Magny-les-Hameaux, le 23 janvier 2024

**Bertrand HOUILLON**

Maire de Magny-les-Hameaux

Vice-Président de la Communauté d'Agglomération  
de Saint-Quentin-en-Yvelines

Mis en ligne sur le site internet de la ville le : **25 JAN. 2024**

**Nota :** Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et/ou de notification (articles R421-1 à R421-7 du Code de Justice Administrative)